



Déclaration commune à la Réunion technique du 22 novembre 2024 :

C'est une grave remise en cause de notre modèle social pour tendre vers un régime despotique. Pour dénoncer ce diktat, nous avons fait le choix de partager ses méthodes et d'imposer à notre tour un blocus social.

Monsieur le Directeur,

Sans surprise, vous savez que nous ne resterons pas pour assister aux échanges prévus ce jour et consacrés au Transfert des Missions Fiscales (TMF). Mais, il était de notre devoir de nous présenter ce matin devant vous pour en expliquer les raisons.

Tout d'abord, nous saluons le travail préparatoire de nos collègues présents, et de leurs services, qui n'ont évidemment aucune responsabilité quant à notre absence des débats. Nous ne sommes pas non plus sans intérêt pour les personnels engagés dans le nouveau calendrier de transfert. Vous recevrez nos commentaires par ailleurs.

Cependant, les évolutions salariales envisagées par notre employeur commun, sont extrêmement préjudiciables pour l'ensemble des agents de la DGDDI.

Si nos Conseils nationaux ont décidé récemment, à une quasi unanimité, d'entamer un boycott général de toutes les instances officielles, c'est avant tout en réaction aux méthodes autoritaires de Guillaume KASBARIAN, actuel ministre de la Fonction Publique. En utilisant des arguments parfois fallacieux, il a unilatéralement annoncé une série de mesures qui auront un impact sévère et durable sur la rémunération et le bien-être au travail des fonctionnaires, y compris les douanières et douaniers que nous représentons.

Ce Monsieur ne pratique pas le dialogue social, il impose sa doctrine.

Ce Monsieur ne contribue pas au débat public, il manipule les rapports à son avantage.

Ce Monsieur ne défend pas la Fonction publique, il la déteste !

À titre d'exemple, il omet de mentionner les statistiques de 2023 qui révèlent une diminution significative des congés pour maladie, il néglige les 2 milliards d'euros d'indemnités non distribués qui en découlent et il fonde ses projections d'économies pour 2025 sur des données non consolidées.

Il prétexte une urgence liée à un besoin d'alignement des secteurs d'activités, ce qui est là encore mensonger. La loi oblige toutes les entreprises privées à proposer une mutuelle à leurs salariés, financée à au moins 50% par l'employeur, assurant une protection complémentaire à la Sécurité Sociale,

et prévoyant les conditions de maintien des garanties en cas d'arrêt de travail..., depuis le 1er janvier 2016 ! Seule la Fonction Publique est soumise à une carence stricte, sans possibilité de maintien des garanties.

Il est cependant trompeur de tenter d'opposer les secteurs entre eux. Bien que les fonctionnaires soient potentiellement les premières victimes de ces stratagèmes, en définitive, c'est le citoyen qui en subirait les plus grandes pertes car l'égalité d'accès aux services publics continuerait de se dégrader.

Le 10 février 2024, récemment nommé ministre du Logement et interrogé sur le budget de l'État, il avait fait la déclaration suivante : *il y a deux façons de faire baisser les dépenses. Soit on demande à tout le monde de réduire un peu ses dépenses pour atteindre les économies nécessaires. Soit on fait de vrais choix politiques en disant « sur ces sujets, l'État ne s'en occupe plus, et c'est l'utilisateur, le citoyen qui payera pour ces services »*. Bref, ce libéral assumé conduit une politique de sabordement du service public pour l'offrir aux marchés.

Sa pratique est simple : aucune forme de dialogue, aucune négociation, ni concertation et pas la moindre recherche de compromis avec les représentants des fonctionnaires. C'est une grave remise en cause de notre modèle social pour tendre vers un régime despotique. Pour dénoncer ce diktat, nous avons fait le choix de partager ses méthodes et d'imposer à notre tour un blocus social. Ce sera donnant/donnant avec lui, ou plutôt *œil pour œil, dent pour dent !*

Vous souhaitez reprendre le dialogue douanier sans délai ? Nous aussi ! Mais pour cela, il faudra que le ministre change sa méthode et nous ajusterons la nôtre en conséquence. En effet, c'est à lui que vous devez cette situation. Il est donc important de ne pas déguiser la vérité.

Par ailleurs, nous condamnons fermement tout discours qui, de chaque côté de cette table, tenterait de minimiser l'importance de sujets pour les gabelous tels que le gel du point d'indice, la suppression de la GIPA ou les sanctions financières imposées aux malades. Bien que chaque cause puisse se justifier, la hiérarchie des normes ne doit pas être remise en question. Un service public douanier de qualité ne peut être développé si les agents sont malades, sous-payés et peu valorisés. Discuter ce principe est soit le résultat d'une manipulation, soit d'une trahison.

Lorsque le temps sera venu, nous espérons renouer avec le dialogue. Il doit rester le levier d'action principal partout où cela est possible. Pour l'heure, notre démarche a notamment pour but de le sauvegarder en lançant une nouvelle alerte. Aussi, nous vous demandons de respecter notre cause dans vos prochaines interventions. En responsabilité, nous vous soumettrons très prochainement une mesure de détente de l'agenda social, afin de protéger également les intérêts spécifiques de la communauté douanière.

Bonne mobilisation à toutes et à tous le jeudi 5 décembre prochain !

À Montreuil, le 22 novembre 2024